

A tous nos correspondants

Demain dimanche, aussitôt que les résultats du scrutin seront connus dans votre localité, téléphonez à « l'Humanité ». Tél. : PROvence 15-01 et la suite.

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

6, boul. Poissonnière - Paris 9^e

SAMEDI 7 JANVIER 1961

NF 0,25

PRO. 15-01 (7^e jour)
Nlle série - No 5089

RHUMATISANTS

DAX (Landes)

Hôtel GRACIET**

OUVERT TOUTE L'ANNEE

PRIX HORS SAISON de Décembre à Mars

DEMAIN VOTEZ NON CONTRE LA GUERRE D'ALGÉRIE pour imposer la négociation

Dans son dernier discours télévisé

DE GAULLE

refuse une fois de plus

DE NÉGOCIER

AVEC LE G.P.R.A. ET

APPEL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Françaises et Français,

LE général de Gaulle vient de prononcer, à la veille du référendum, un nouveau discours qui confirme la nécessité de voter NON le 8 janvier.

En effet, le président de la République s'obstine à refuser la négociation nécessaire avec le G.P.R.A. sur le cessez-le-feu et les garanties d'autodétermination. Sans cette négociation, la guerre se prolongera, ruineuse et meurtrière, comme le prouve l'envoi récent de renforts qui montrent l'orientation de la politique

dans tous les domaines. Voter NON dimanche, c'est se prononcer contre le pouvoir personnel, contre le danger fasciste et pour mettre les ultras à la raison.

En négociant la paix en Algérie, la France pourrait établir avec une Algérie nouvelle des relations fraternelles fondées sur le libre consentement, l'égalité de droits et les intérêts réciproques des deux pays. Une telle politique serait conforme à l'intérêt national. Voter NON dimanche, c'est donc se prononcer pour la seule politique française.

Toutes les forces essentielles de la réaction appel-



appelle les Français à le plébisciter

(Voir en page 4)

Maurice THOREZ à Ivry : Il ne faut pas se laisser prendre au chantage de l'adversaire

La salle des Conférences d'Ivry était, hier soir, comble... La section d'Ivry du Parti Communiste organisait un meeting pour le « Non ».

Au cours de cette Assemblée, présidée par Georges MARRANE, Maurice THOREZ, secrétaire général du Parti, a exposé la position et les arguments de notre Parti. Son exposé, écouté très attentivement, fut fréquemment interrompu par de chaleureux applaudissements.

NOTRE camarade, après avoir rappelé que « l'unique chemin de la paix passe par la négociation avec le G.P.R.A., à la fois sur le cessez-le-feu et les garanties de l'autodétermination », a souligné que « le dernier appel du général de Gaulle faisait délibérément le silence sur cette négociation nécessaire ».

« L'appel du président de la République, a-t-il déclaré, confirme avec éclat qu'il s'agit bien d'un plébiscite. Il s'agit de faire confiance aveuglément à un homme, à un sauveur suprême qui n'a guère, depuis deux ans, justifié les espoirs et les illusions que beaucoup de Français avaient cru pouvoir nourrir à son endroit. »

« Demander aux Français un oui franc et massif, en jouant de l'équivoque et de la ruse, c'est oublier que les 80 % de 1958 ont donné au général de Gaulle tous les pouvoirs, et avant tout le moyen de faire la paix en Algérie. »

Maurice THOREZ a encore déclaré : « Il faut voter NON pour imposer la paix en Algérie dans l'intérêt même de la France. On ne doit pas se laisser prendre au chantage de l'adversaire : »

« Et s'il y avait trop peu de OUI et même une majorité de NON ? »

« A cela nous répondons : Nous savons que les hommes au pouvoir ont entre les mains tous les moyens de la propagande et de pression et qu'ils

en font un large usage. L'histoire ne connaît pas d'exemple d'un plébiscite qui ait donné d'autres résultats que ceux voulus par son auteur. »

« Mais nous savons la force positive des NON qui se sont opposés de tous temps au pouvoir établi. Nous apprécions hautement la force que représentent pour le présent et pour l'avenir les 20 % de NON en septembre 1958. »

« Et si nous devons approcher ou atteindre la majorité, cela signifierait que les efforts des républicains — des adversaires du pouvoir personnel qui risque de conduire le pays à la catastrophe — que leurs efforts commencent à porter leurs fruits, que la prise de conscience se manifeste avec vigueur dans tout le peuple. »

« Alors un élan irrésistible soulèverait tous les travailleurs, tous les démocrates. »

« Alors l'union de tous conduirait à la formation d'un gouvernement, avec la participation ou l'appui des représentants de la classe ouvrière de notre Parti, un gouvernement qui aurait comme article 1 de son programme la paix en Algérie, comme article 2 le rétablissement et la rénovation de la démocratie. »

« Une telle perspective n'a rien qui puisse effrayer les travailleurs. Elle se présentera tôt ou tard. Nous y préparons, y préparons le peuple de France c'est une raison de plus de voter NON dimanche prochain. »

soldats présents en Algérie. Voter NON dimanche, c'est d'abord se prononcer contre la poursuite de la guerre.

Il est vrai, comme l'a dit le général de Gaulle, que « le monde regarde et écoute », mais c'est pour demander à la France de négocier la paix en Algérie, comme le fait la résolution adoptée à l'O.N.U. par une écrasante majorité de 63 pays qui ont proclamé « le droit du peuple algérien à la libre détermination et à l'indépendance ». Voter NON dimanche prochain, c'est se prononcer pour une politique qui redonnerait à la France prestige et autorité dans le monde.

Mais le général de Gaulle a renforcé le caractère plébiscitaire du référendum. Se présentant comme le « guide du pays », il appelle à un soutien sans condition de son régime de pouvoir personnel, par conséquent à l'approbation de sa politique réactionnaire

lent à voter oui. Face à elles, le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste Unifié, le Parti Radical, la C.G.T. et autres groupements démocratiques, appellent à voter NON. Ils se sont unis dans de nombreux départements.

Plus il y aura de NON et plus la pression s'exercera sur le pouvoir pour le contraindre à la négociation.

Pour la négociation immédiate avec le G.P.R.A. et pour la paix en Algérie !

Pour la restauration et la rénovation de la démocratie !

Pour la France !

VOTEZ et FAITES VOTER NON.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

Le 6 janvier 1961.

Pour le NON

• Nièvre :
Appel commun
des secrétaires
fédéraux du
Parti Communiste,
du P.S.U.
et de François
Mitterrand

président national
de l'U.D.S.R.

• LAVELANET
(Ariège) :

Parti Communiste, parti
radical, S.F.I.O., P.S.U.

• 1.000 étudiants à Antony

• 1.500 ouvriers
de chez Renault

signent un appel ensemble

• Boulogne-sur-Mer :
P.C., P.S.U., S.N.I.

(Voir en page 4)

BELGIQUE :

• 60.000 manifestants à Liège

• La troupe ouvre le feu :

PLUSIEURS BLESSÉS



Etudiants et ouvriers manifestent ensemble devant la Bourse du Travail de Bruxelles

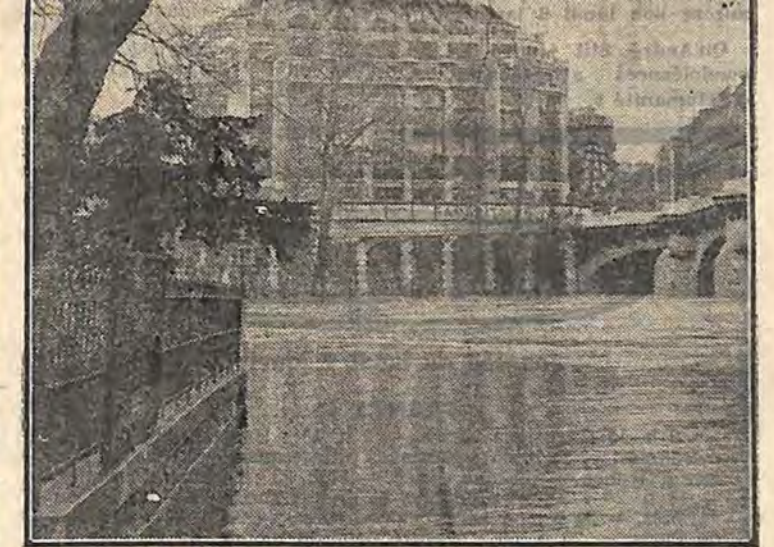
(Voir p. 3 l'article de notre envoyé spécial J. COUBARD)

MARSEILLE

candidate
au titre
de capitale
du hold-up?

En deux jours, les gangsters se sont allégrement emparés de plus de six millions de francs

(Page 10)

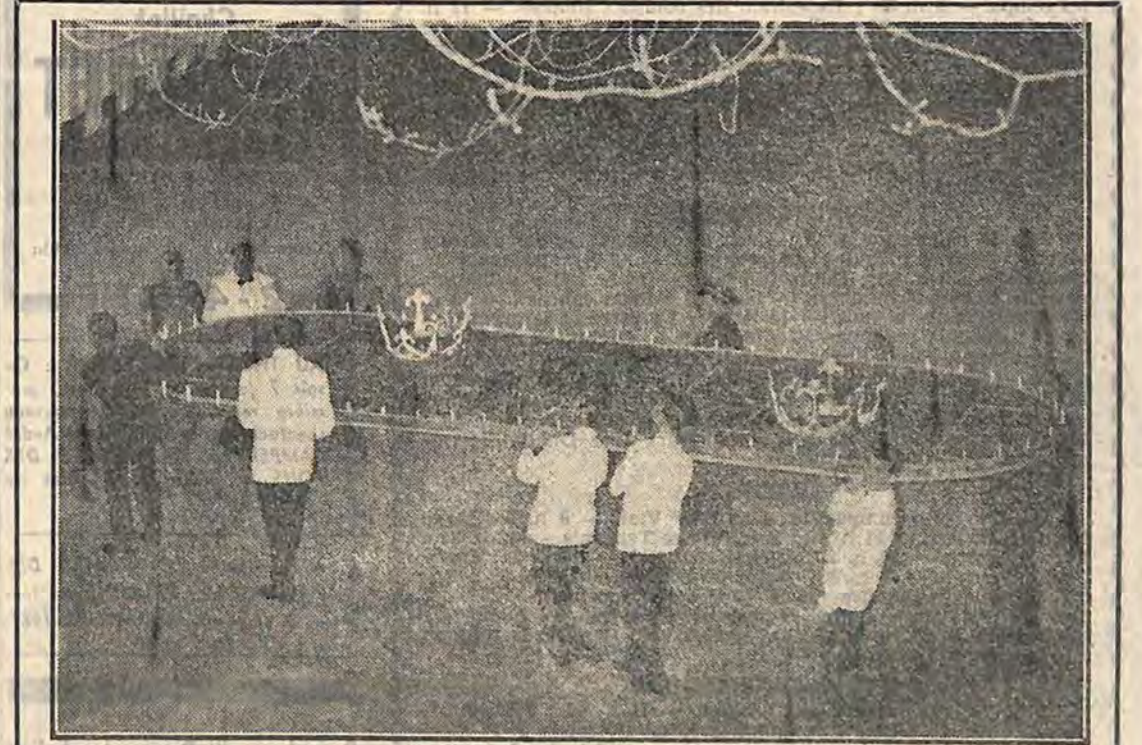


Le square du Vert-Galant, rendez-vous des amoureux, le jour, des clochards, la nuit, est devenu une île supplémentaire au cœur de Paris

Décru générale en province

Seule la Seine monte encore jusqu'à ce soir

(Voir en page 10)



LA REINE DES GALETTES DES ROIS

Spectacle peu banal près d'un grand cabaret des Champs-Élysées : une galette de 200 kilos, contenant vingt fèves, et destinée à 600 convives, était portée par une douzaine de personnes vers le lieu où elle allait être taillée en pièces...

Pour imposer la négociation

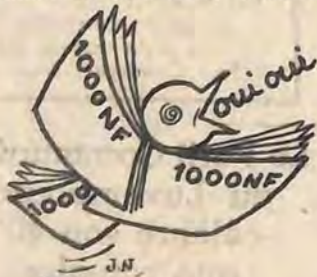
DERRIERE LES PANNEAUX

Le battage « oui-ouistes » (copié des méthodes américaines) coûtera trois milliards !... (au minimum)

Y parviendra-t-on jamais à faire le compte de ce que nous coûtent les folies plébiscitaires et tout le battage « oui-ouiste » ? Ce n'est pas sûr.

Nous étions partis d'un premier crédit officiel de 600 millions. Puis un décret nous a avertis qu'il fallait y ajouter une rallonge de 1.200 millions.

Mais, hier, *Les Echos*, très informés en la matière, faisait re-



marquer fort justement qu'aux crédits officiels (qui servent à couvrir les frais de bulletins, enveloppes, affiches officielles, etc.) il convient d'ajouter les « fonds secrets » dont dispose le ministre de l'Information.

Les disques, les 6 millions de France-Référendum-soir, les bandes de cinéma, les affiches géantes, les brochures et pochettes, tous ces moyens d'un bourrage de crâne monumental, que le pouvoir a voulu imiter les campagnes publicitaires américaines, sont payés sur ces fonds secrets.

« Pour chiffrer l'ampleur des moyens mis en action, estime donc *Les Echos*, on peut indiquer d'après des renseignements officiels recueillis cependant de diverses sources que l'ensemble des fonds secrets et des crédits prévus dans le dernier collectif de 1960 pour la propagande officielle en faveur du « oui » doit être de l'ordre de 30 milliards de nouveaux francs. »

Vous avez bien lu, travailleurs, démocrates, qui allez demain voter « non » : c'est 3 milliards déjà que le pouvoir a déjà pris



Le Vatican s'en mêle

« Quel que soit le choix que l'on voudra faire, quoi qu'il en soit, le référendum est une franche occasion offerte de façon démocratique à tous les Français pour une haute indication politique qui désormais affecte le régime de Gaulle et l'avenir de la France... Le devoir des citoyens est de prendre position toujours et en toute circonstance pour la patrie pour le bien commun », écrit le directeur de *L'Osservatore Romano*, Mgr Raimondo Nanzio, dont les vœux accompa-

gnent un général si visiblement inspiré par le Saint-Esprit.

Car le Vatican, bien sûr, se garde bien, selon ses habitudes, de se mêler des affaires des autres !...

Ce plébiscite lui tient à cœur et pour qu'aucun doute ne subsiste, dans l'esprit des catholiques français, sur la seule position qui est la « bonne », *L'Osservatore Romano* rappelle les interventions du cardinal Gerlier qui, dit-il, sont « significatives ».

Significative, assurément, de la façon dont le Vatican, ses cardinaux et ses évêques s'y entendent pour forcer les consciences des catholiques et les obliger à voter « oui ».

avec par exemple le comte de Paris, tout le grand patronat et la bourgeoisie réactionnaire, Paul Reynaud et les cardinaux, etc.

D'ailleurs Leenhardt a des répugnances tardives. Il ne lui répugnait pas, mais pas du tout, d'être le bon allié de l'ultra Soustelle à l'époque du « Front Républicain ». Il était très à l'aise lorsque Guy Mollet cotoyait le même Soustelle dans le gouvernement de Gaulle.

Enfin il ne nous a jamais fait part des remords qu'il aurait éprouvés en votant « oui » le 28 septembre 1958, avec Soustelle, Lagailarde, Massu et tous les fascistes, afin d'assassiner la République.

L'argument massue de Gabilly

Si le « non » triomphait. Ah ! si le « non » triomphait, Gabilly du *Figaro* ne le cache pas à ses lecteurs, eh bien !... « ce serait la guerre civile » (!) Et comme ces lecteurs, évidemment ne tiennent pas à voir la France mise à feu et à sang que leur reste-t-il à choisir sinon de dire « oui » ?

On voit que Gabilly manie avec vigueur les arguments massue. Faut-il croire qu'il méprise à ce point l'intelligence de ses lecteurs ou que la cause qu'il défend n'a pas d'autre moyen à sa disposition que ce chantage ?...

Comment le croire, surtout lorsqu'il imagine cette guerre contre « l'équipe Soustelle-Bidault » et « l'équipe Mendès-France-Thorez » ? Soyons sérieux, monsieur Gabilly, combien pèserait cette fameuse « équipe Soustelle-Bidault » contre tous les démocrates et travailleurs unis ? Si les « non » triomphaient cela signifierait une grande victoire démocratique et les démocrates, eux, n'ont jamais été des fauteurs de guerre civile.

Repiqué dans les poubelles de Soustelle

« Plus un mensonge est gros... » comme disait un personnage célèbre. Mais l'on croyait pourtant que France-soir hésiterait à repiquer les siens dans les poubelles

hier à Hondschoote (Nord) : « Le ruisselet de leurs « non » ira se perdre dans le flot des « non » communistes qui exigent pour l'Algérie l'indépendance immédiate. »

C'est dit dans le style Paul Reynaud, qui fait de tous les partis de la paix des communistes.

Mais c'est clair : les « non »



On recherche un « plan de paix » perdu

Les profonds devins de la pensée présidentielle avaient, la veille de la dernière allocution du général, annoncé de sensationnelles révélations. Voyez plutôt ce qu'écrivait sur huit colonnes *Paris-press* : « De Gaulle lance ses ultimes arguments. Son plan de paix après le référendum est prêt... »

Or, le lendemain, pas une ligne, pas un mot de cette allocution ne fait même une allusion

Dans la Nièvre, appel commun des secrétaires fédéraux du Parti Communiste et du PSU et de F. Mitterrand, président national de l'UDSR

Dans le département de la Nièvre, un appel commun pour le NON a été signé par Bussièrès, secrétaire fédéral du Parti Communiste Français, Boichard, secrétaire fédéral du Parti Socialiste Unifié, François Mitterrand, président national de l'U.D.S.R., et par deux délégués départementaux de la Ligue pour le combat républicain, Dussert et Lyron.

Dans cet appel, on lit notamment :

« ...Le principe de l'autodétermination est contredit par la pratique de la charte octroyée. La charte octroyée détruit les chances de négociation et retarde l'heure de la paix... Les républicains nierrais voteront NON parce que le référendum est à la fois inutile, truqué et dangereux... Truqué parce que poser à la nation deux questions et l'obliger à ne donner qu'une seule réponse, revient pratiquement à l'empêcher de faire connaître sa volonté. Dangereux parce que le

référendum est une opération de politique intérieure : une forte majorité de OUI entraînerait fatalement à bref délai une réforme du régime dans un sens plus autoritaire et plus personnel. Inutile, truqué et dangereux, le référendum du 8 janvier n'est qu'un plébiscite.

Il n'engagera pas les républicains. En conséquence, nous appelons tous les partisans de la paix négociée en Algérie, tous les républicains du département de la Nièvre à voter NON le 8 janvier. »

A Saint-Dié, meeting commun des partis communiste, radical, PSU et de l'Union progressiste

Dans les Vosges où le Parti Communiste, le PSU et l'Union progressiste (avec l'ancien député Robert Chambeiron) mènent une campagne du référendum, le parti radical socialiste s'est joint à leur action pour le NON par un communiqué qui a été transmis hier à la presse locale en mé-

me temps que celui qu'ont signé ensemble le Parti Communiste, le PSU, la CGT, la Libre Pensée, les Jeunesses communistes.

Hier soir à Saint-Dié des orateurs communistes, PSU, progressiste et radicaux ont participé ensemble à une réunion publique.

APRES L'APPEL D'INTELLECTUELS COMMUNISTES

Dans notre numéro d'hier nous avons publié l'appel de Louis Aragon et de plusieurs autres intellectuels communistes en faveur du NON au référendum et de la paix négociée en Algérie.

Depuis, de nombreux intellectuels membres de notre Parti ont tenu à nous faire savoir qu'ils s'associaient pleinement aux termes de cet appel.

Ce sont ainsi les milliers d'hommes de lettres, d'artistes, de chercheurs scientifiques, d'universitaires, de juristes, de techniciens que compte dans ses rangs le Parti Communiste Français qui invitent les intellectuels de France à exiger demain dimanche, par un NON résolu, une politique qui conduise rapidement à la paix en Algérie.

Lavelanet : les sections communiste, S.F.I.O., radicale et P.S.U.

A Lavelanet (Arlège) le parti radical, la SFIO, le Parti Communiste appellent dans un tract commun la population à voter NON.

Chez Renault, un appel signé par 1.511 ouvriers

A la Régie Renault, à Boulogne-Billancourt, un appel approuvant la décision du Comité exécutif du syndicat C.G.T. et demandant à voter « Non », circule dans plusieurs ateliers. Ce texte a déjà recueilli 1.511 signatures.

Au département AOC, un appel pour le « Non » a été lancé en outre par 32 travailleurs, dont 3 communistes, 12 anciens d'Algérie, 2 anciens déportés, 11 C.G.T., etc.

La « Dépêche du Midi » : Il faut voter NON

Le quotidien régional radical de Toulouse « La Dépêche du Midi », a publié hier un éditorial pour le NON.

Cet éditorial déclare notamment : « Les républicains, qui ont déjà marqué leur défiance en 1958 et qui depuis deux ans n'ont cessé de trouver dans les faits la justification de leurs inquiétudes, ne peuvent à l'heure présente accepter d'avaliser ou d'endosser la responsabilité d'une politique que le chef de l'Etat a arrêtée et appliquée seul et sans contrôle. »

Dans des entreprises parisiennes : Des travailleurs de toutes tendances

Aux Ateliers des P.T.T. Philippe-Auguste (Paris 12^e), 32 ouvriers d'Etat et lignes, C.G.T., F.O. et inorganisés, appellent à voter « Non » ; 20 cheminots d'opinions diverses, dont le père d'un soldat tué en Algérie, à l'Atelier central des cheminots de Paris - La Chapelle ; 148 hospitaliers à l'hôpital Cochin ; des ouvriers de la Monnaie de Paris ayant signé sur divers appels (P.O.F., A.R.A.C., Mouvement de la Paix, C.G.T.) ; à Nanterre, 27 travailleurs de la S.A.M.I. 85 % du personnel de chez Précision-Micros, 48 ouvriers et ouvrières de chez Willeme, l'U.L. C.G.T., le Conseil syndical C.G.T. des Papiers de la Seine ; aux Ateliers du métro de Montrouge, au dépôt d'autobus de Montrouge ; 51 personnes de toutes tendances à l'O.N.I.C. (Paris 7^e).

38 cheminots à Creil

A CREIL (Oise) 38 cheminots (C.G.T., C.F.T.C., F.O.) appellent à voter NON ainsi que 81 travailleurs de la Tréfilerie.

A l'usine de DARNETAL (Seine-Maritime), des Tréfilerie et Laminiers de Darnetal.

Au Ministère du Travail (Paris 7^e) 69 personnes parmi lesquelles

« Dans vos poches de contribuables pour essayer, par-dessus le marché, de violenter vos opinions, vos pensées ! »

Encore un prince « oui-ouïste »

Fidèle aux consignes du comte de Paris et du « Rassemblement des monarchistes français », le prince Xavier de Bourbon vient, par une déclaration publique, de faire connaître ses sentiments hautement « oui-ouïstes... ». « *en tant, souligne-t-il, que descendant de Charles X et héritier d'une famille qui a donné à l'Europe et à la France en particulier le témoignage de son attachement à la civilisation chrétienne.* »

Voilà évidemment des raisons hautement démocratiques qui justifient tout à fait Guy Mollet appelant les travailleurs socialistes à voter « oui » pour ne pas mêler leur bulletin avec des réactionnaires !...

à ce fameux « plan de paix » ? Où est-il donc passé ?...

Il est vrai que *Paris-Press* avait pris la précaution de préciser que la nouvelle avait été diffusée... « *à l'étranger* » ! Il faut donc croire que le général garde ses confidences les plus précieuses pour l'étranger. Etonnant tout de même ! Car on voit mal quel intérêt le chef de l'Etat aurait de cacher à ses concitoyens d'aussi bonnes nouvelles...

Par contre, on voit très bien quel intérêt *Paris-Press*, lui, a d'intoxiquer l'opinion afin de piper des « oui » hésitants à la veille du scrutin.

Un expert

Paul Reynaud vient de répondre à ceux qui ont quelques hésitations à voter « non » sous prétexte que Salan et Lagailarde voteront aussi « non ».

Parlant des ultras, qui ne suivront pas le général, il a déclaré

seront dans leur quasi totalité des « non » pour la négociation. Paul Reynaud nous autorise dès maintenant à le dire. Et il s'y connaît. N'est-il pas de ceux qui, avec les ultras justement, ont porté de Gaulle au pouvoir ?

Leenhardt est toujours en bonne compagnie

Leenhardt écrivait hier dans *Le Populaire* qu'il est bien difficile de « *faire comprendre aux démocrates qu'en votant NON avec les ultras et les fascistes, ils luttent pour la démocratie et pour la paix.* »

Parce que lui, Leenhardt, il explique facilement aux travailleurs socialistes qu'en votant « oui », ils se trouvent en très bonne compagnie démocratique.

du fasciste Soustelle. Eh bien ! non ! *France-soir* n'est dégoûté de rien et dans un reportage électoral sur Lyon, il imprime froidement : « *On dit même de*



bouche à oreille que, chez Berliet notamment, les chefs de cellule conseilleraient de voter « oui »...

Toujours des « on dit », toujours des « chuchotements de bouche à oreille », le procédé ordinaire des menteurs. Qu'attendent-ils pour produire des preuves tangibles ?...

A Boulogne-sur-Mer : Parti Communiste, P.S.U., S.N.I.

ROMANS (Drôme), le conseiller général indépendant de gauche, la CGT, le PCF, le PSU, la Libre Pensée, l'ARAC, l'UJCF appellent à voter NON.

VERNON (Eure) : appel commun PCF, PSU, Comité de Paix, CGT.

GRAND-COURONNE (Seine-Maritime) : appel commun des sections du PCF, du PSU, des syndicats CGT de l'usine des Potasses et Engrais Chimiques et de la papeterie SONOPA.

LOUDUN : appel commun Parti communiste, PSU, SNI, CGT, SNES, ARAC, Libre Pensée, UFF.

ROUSSILLON (Isère) : appel commun Parti communiste, PSU, CGT, Mouvement de la Paix, un militant SNI. Les municipalités de Roussillon et de Salaise-sur-Sanne se sont associées à l'appel.

BOULOGNE-SUR-MER : appel de six organisations (Parti communiste, PSU, CGT, SNI, Li-

bre Pensée, UFF). A la SICER, appel commun CGT-CFTC.

GIVORS (Rhône) : meeting commun Parti communiste-PSU-CGT.

En Vendée, appel lancé à l'unanimité par 180 républicains (communistes, socialistes, radicaux) de toutes les communes du canton de Saint-Hilaire-des-Loges rassemblés au cours d'une réunion ; à Luçon, appel commun Parti communiste, PSU, Mouvement de la Paix, section syndicale autonome des cheminots retraités.

COURPIERE (Puy-de-Dôme) : appel commun de la Ligue des Droits de l'Homme, du PCF, du PSU et de plusieurs syndicats.

PIENNES (Meurthe-et-Moselle) : appel commun PCF, PSU, CGT, section des anciens combattants de la FOP.

PLENEE - JUGON (Côtes-du-Nord) : appel du Comité républicain diffusé au au porte-à-porte à 3.000 exemplaires.

AULNAY-SOUS-BOIS (Seine-et-Oise) : appel commun de diverses organisations dont le PCF, PSU, Mouvement de la Paix, UJCF, édité en affiches.

LA CELLE-SAINTE-CLOUD-BEAUREGARD (Seine-et-Oise) : appel de 118 personnes d'opinions diverses.

A SAINTE-GENEVIEVE : appels du conseil municipal unanime (communistes, PSU, inorganisés) et 34 mères et femmes de soldats en Algérie.

des communistes, des adhérents du P.S.U., des syndiqués CGT et CFTC, des inorganisés ont signé un appel pour le NON ; aux Ateliers Championnet de la RATP (Paris 18^e) 60 travailleurs parmi lesquels un délégué du syndicat autonome et des adhérents FO ; dans le 14^e arrondissement : 38 travailleurs CGT, FO, CFTC aux Ateliers de la RATP ; 20 jeunes de la CSF et 41 ouvrières de chez

A l'imprimerie de « France-soir »

A l'imprimerie de « France-soir » (Paris-2^e) où a été imprimée l'édition spéciale du journal « oui-ouïste » *France-Réferendum*, un appel pour le NON a recueilli en 24 heures plus de 120 signatures. Il a été lancé par des rotativistes, des clichés, photographes, typistes, mécaniciens et cyclistes.

Georges RINO : Les millions de « Non » pèseront dans la balance

Dans un hebdomadaire parisien, Georges Rino a publié, à titre personnel, l'appel suivant (Georges Rino est secrétaire de l'Union Départementale F.O. de la région parisienne) : « Si l'on veut réellement la paix, on ne peut accepter l'organisation des Pouvoirs publics en Algérie par le seul gouvernement français. « Si l'on accepte le principe de l'autodétermination du peuple algérien, on doit en discuter les ga-

Appel C.G.T. et F.O. aux hauts fourneaux de Chasse (Rhône)

Les sections syndicales C.G.T. et F.O. des hauts-fourneaux de Chasse (Rhône) appellent en commun les travailleurs de l'usine à répondre « Non ».

30 stagiaires de l'EN.N.A.

A l'Ecole Normale Nationale d'Apprentissage de Paris (11^e), 30 professeurs stagiaires de toutes opinions ont signé un appel invitant tous les collégiens à voter NON le 8 janvier. A Charny, en Seine-et-Marne, au cours d'une réunion électorale, 8 adhésions ont été enregistrées. Une cellule est en voie de constitution.

DANS UN ULTIME APPEL RADIOTÉLÉVISÉ

DE GAULLE : C'est à moi que vous allez répondre

Hier, à 13 heures, de Gaulle a prononcé un troisième discours pour le « oui ». Ce discours a été retransmis à 20 heures et... 22 heures. Nous publions le texte ci-dessous. On a lu, d'autre part, l'appel du Parti Communiste Français et les extraits du discours prononcé quelques heures après par Maurice Thorez à Ivry.

Françaises, Français, Je vous ai exposé, déjà, les motifs, le contenu et la portée du projet de loi qu'en ma qualité de président de la République je soumetts à votre approbation au sujet de l'Algérie. Aujourd'hui je dois appeler votre attention sur l'étendue des conséquences qu'aura la réponse du pays et sur le fait que chacun, qu'il vote « oui », qu'il vote « non » ou qu'il s'abstienne, y prendra en personne une responsabilité directe. Il y a là, sans aucun doute, un des événements principaux de notre histoire.

C'est vrai, d'abord, parce que l'affaire d'Algérie est en elle-même capitale. Non point par l'intensité des combats qui s'y entraînent encore. Grâce à l'effort de nos soldats, on s'y tue en moyenne huit fois moins qu'il y a deux ans. Mais à cause du caractère passionnel du conflit, de l'emprise politique, militaire, financière, qu'il exerce sur notre vie nationale, de la résonance qu'il trouve à l'étranger, enfin et surtout de ce qu'il présente à notre époque d'absurde et de périmé. La solution conforme au bon sens, à la justice, au génie de la France, est proposée à la décision du pays. Y répondre par la négative, pour quelque raison que ce soit, c'est refuser que le

problème soit jamais résolu par la France. S'abstenir, c'est choisir l'impuissance pour la France. Voter le projet c'est vouloir que la France puisse gagner, en Algérie, pour l'Algérie, avec l'Algérie, la cause de la paix et de la raison.

Mais ce qui est en question dans le référendum du 8 janvier 1961 ce n'est pas seulement le fait de reconnaître aux populations le droit de choisir leur sort ; de les engager, en attendant, dans la voie de l'Algérie algérienne unie à notre pays ; de viser à obtenir, dans les moindres délais possibles, une confrontation pacifique de toutes les tendances, afin d'organiser librement l'autodétermination. Autant que du sujet lui-même, il s'agit, en réalité, de notre propre destin.

Car pour la nation française, voici l'occasion solennelle, soit de prouver son unité, soit d'étaler sa division. Après avoir, hélas ! payé bien cher les déchirements lamentables d'autrefois, notre pays doit savoir que si, par malheur, sur un tel sujet et en dépit de mon appel, il laissait briser la cohésion de sa masse sous les impulsions, d'ailleurs contradictoires, de plusieurs et très diverses sortes d'agitateurs ou de par-

tisans, il courrait tout droit au chaos et à l'abaissement. Au contraire, il peut être certain que si dimanche prochain, devant un monde qui regarde et qui écoute, il exprime la volonté immense et positive d'un grand peuple, alors rien ne pourra prévaloir contre lui, ni au-dedans, ni au-dehors.

Françaises, Français, vous le savez, c'est à moi que vous allez répondre. Depuis plus de vingt années, les événements ont voulu que je serve de guide au pays dans les crises graves que nous avons vécues. Voici que, de nouveau, mon devoir et ma fonction m'ont amené à choisir la route. Comme la partie est vraiment dure, il me faut, pour la mener à bien, une adhésion nationale, autrement dit une majorité qui soit en proportion de l'enjeu. Mais aussi j'ai besoin, oui j'ai besoin, de savoir ce qu'il en est dans les esprits et dans les cœurs. C'est pourquoi je me tourne vers vous par-dessus tous les intermédiaires. En vérité — qui ne le sait ? — l'affaire est entre chacune de vous, chacun de vous, et moi-même.

Françaises, Français, tout est simple et clair ! C'est un « oui » franc et massif que je vous demande pour la France. Vive la République ! Vive la France !

CE SOIR, Waldeck Rochet à Europe N° 1

Ce soir, à partir de 21 h. 30, Europe n° 1 organise une émission spéciale sur le référendum. Notre camarade Waldeck Rochet, membre du Bureau Politique, y exposera la position et les arguments de notre Parti.

CE SOIR, Jeannette Vermeersch à Télé-Luxembourg

Ce soir à 20 heures, au cours d'une émission spéciale sur le référendum à Télé-Luxembourg, notre camarade Jeannette Vermeersch, membre du Bureau Politique, exposera la position et les arguments de notre Parti.

BOMBES AU PLASTIC dans quatre quartiers de PARIS

DANS la nuit du 6 au 7 janvier, quatre bombes au plastic déposées par des inconnus ont explosé en divers endroits de Paris : deux dans le quartier des Invalides, une dans celui des Ternes, une autre avenue Foch.

Elles ont occasionné un certain nombre de dégâts matériels, vitres brisées, etc.

Trois autres bombes, qui n'ont pas explosé, ont été retrouvées sur le terre-plein de l'avenue de Breteuil.

Il s'agit d'engins rudimentaires, confectionnés avec des boîtes d'une dizaine de centimètres de côté, garnis d'un explosif qui pourrait être du plastic. Les engins non explosés sont entre les mains des spécialistes du Laboratoire municipal, qui les examinent.

La brigade criminelle qui enquête n'a jusqu'à présent recueilli aucun indice.

Cela n'empêche pas « Paris-Press » de titrer sur cette affaire : « Les « non » au plastic explosent ».

La feuille gaulliste s'empresse de tirer argument de ces explosions sur lesquelles, selon une agence de presse, « *témoins et enquêteurs se perdent en conjectures* », pour tenter de justifier l'affirmation de de Gaulle : le non, c'est le chaos. On voudrait évoquer, à la veille du référendum, une atmosphère de trouble que l'on ne ferait pas mieux.

Les pétards des beaux quartiers tombent bien. Trop bien.

BILAN

SI le plébiscite n'était qu'un référendum, le général de Gaulle n'aurait pas dit : « C'est à moi que vous allez répondre ».

SI le général de Gaulle tenait pour République le régime qu'il préside, il ne se serait pas qualifié de « guide du pays ». Un Etat téléguidé, de si haut que ce soit, n'est pas une République.

SI le général de Gaulle était démocrate, il ne prétendrait pas : « L'affaire est entre chacun de vous et moi ». Car « l'affaire » est entre le peuple français et le peuple algérien, et non entre M. de Gaulle (Charles) et M. Dupont (Célestin) dont les rapports personnels sont dénués d'intérêt. Si n'importe quel chef de gouvernement avait posé la même question, ceux qui répondent non auraient répondu non. Si de Gaulle avait posé une question sérieuse : « Approuvez-vous le droit du peuple algérien à l'autodétermination ? » ou « Approuvez-vous des négociations conjointes sur le cessez-le-feu et les garanties d'une loyale autodétermination ? », ceux qui répondent non auraient répondu oui.

SI le général de Gaulle était démocrate, républicain, et résolu à une vraie négociation, il n'aurait pas prononcé ce discours.

Et comme il l'a prononcé, ceux qui étaient décidés à répondre « non » seront plus décidés encore. Et avec eux quelques autres, je pense.

aurait prononcé le mot « négociation ».

SI le général de Gaulle avait — comme certains gaullistes cherchent à en persuader les naïfs — l'intention de reprendre des pourparlers qu'à Melun son intransigeance fit échouer, il aurait laissé entendre que ses exigences de demain ne seront plus celles d'hier. Il n'a rien dit de tel.

SI le général de Gaulle avait l'intention de négocier la paix, il n'aurait pas dit que désapprouver un texte qui prévoit la nomination, par M. Debré, des ministres qui gouverneront le peuple algérien, c'est « refuser que le problème soit résolu par la France ». Car le problème de la guerre franco-algérienne ne sera pas résolu par la France, la France seule, et toute solution qui n'est pas franco-algérienne revient à éterniser la guerre.

SI le général de Gaulle était démocrate, républicain, et résolu à une vraie négociation, il n'aurait pas prononcé ce discours.

Et comme il l'a prononcé, ceux qui étaient décidés à répondre « non » seront plus décidés encore. Et avec eux quelques autres, je pense.

André WURMSER.

L'Humanité

6, boulevard Poissonnière
Paris 9^e — Tél. : PRO. 15-01
et la suite

DIRECTEUR : Etienne FAJON

FONDATEUR : Jean JAURES

DIRECTEUR : Marcel CACHIN

REDACTEUR EN CHEF (1926-1937) :

VAILLANT - COUTURIER

Abonnements : 1 an. 62.50 N.F.

(6.250 fr.) - 6 mois : 34 N.F.

(3.400 fr.) - 3 mois : 18 N.F.

(1.800 fr.) - C. C. P. Paris 24-18.

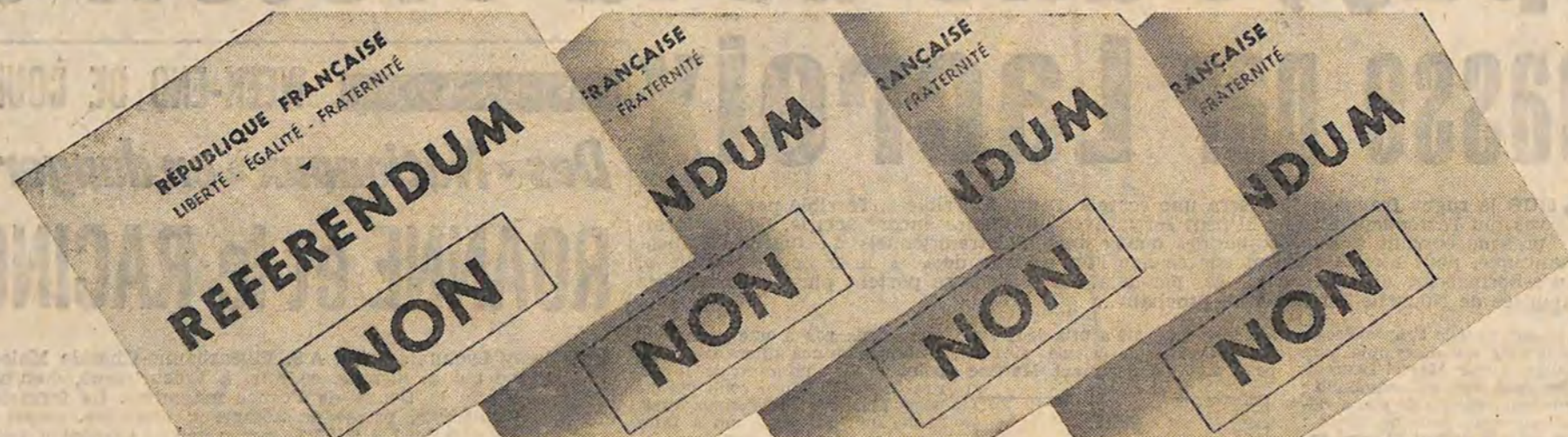
Corse : 0.25 N.F. (25 fr.) - Belgi-

que : 4 - Suisse 0.40 - Algérie :

0.30 N.F. (30 fr.) - Tunisie : 27 m.

Italie : 70 l.

VOTEZ, FAITES VOTER NON



Ils appellent à voter pour la paix

Dès le début de la campagne, le Parti Communiste Français a demandé au pays de répondre « non » au référendum. D'autres partis, organisations et mouvements ont adopté une position identique que nous rappelons dans le tableau publié ci-dessous.

La C.G.T.

Le 14 décembre, le Comité national de la C.G.T. a publié un appel aux travailleurs et aux travailleuses, déclarant notamment : « La C.G.T. rappelle aux travailleurs que c'est le refus de régler le problème algérien d'une façon juste et en tenant compte du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui est à la base des

innombrables difficultés auxquels ils se heurtent... »
« ... L'intérêt des travailleurs, que la C.G.T. a pour mission de défendre, est donc de répondre NON au référendum-plebiscite du général de Gaulle. La C.G.T. invite, en conséquence, les travailleurs à voter NON à la poursuite de la guerre en Algérie. »

Le P.S.U.

Le Parti Socialiste Unifié a pris position en faveur du NON à l'issue d'un Conseil national qui s'est tenu le 18 décembre dernier. La résolution adoptée proclame notamment : « Non à la guerre d'Algérie ;

non au sang versé, aux violences accomplies, aux folles dépenses militaires ; non au refus d'appliquer le principe de l'autodétermination ; non à la monarchie gaulliste, à ses mensonges et à son impuissance. »

Le Parti radical

Le 21 décembre, le comité exécutif du Parti radical a décidé de faire campagne pour le NON au référendum. Dans la motion finale qu'il a adoptée, il déclare en particulier :

« Le Parti radical-socialiste trouve dans la confusion politique évidente que suscite le référendum des raisons nouvelles à la méfiance qu'il oppose au prin-

cipe même de ce mode de consultation populaire qui ne peut que prendre un caractère plébiscitaire contraire aux principes républicains... »
Le Parti radical constate, en outre, que « la politique de l'autodétermination est abandonnée au moment même où il est demandé au peuple de l'approuver ».

L'A.R.A.C.

Le bureau national de l'Association Républicaine des Anciens Combattants a publié une déclaration dans laquelle il affirme que, « soucieux de tout faire pour

que s'engage rapidement la négociation qui mettra fin à la guerre d'Algérie, (il) conseille de voter NON le 8 janvier ».

Dans toute la France des appels communs

Il est évidemment impossible de dresser un bilan exact de tous les appels communs pour le « non » au référendum, lancés depuis trois semaines. « L'Humanité » a publié des dizaines et des dizaines d'exemples dont nous rappelons les plus importants.

rault, Charente, Pyrénées-Orientales, etc.

Dans certains cas, quelques-unes de ces sections ont fait campagne aux côtés d'autres organisations. Signalons, en outre, que des dizaines de sous-sections du

Syndicat national des Instituteurs ont elles aussi pris position.

Dans la Moselle et l'Oise, les sections de la F.E.N. ont également participé à la campagne du « non ».

—x—

Ont également appelé à voter « non » : le Cartel des écoles normales supérieures, le syndicat parisien du Livre, l'Association nationale des élus républicains municipaux et cantonaux, le syndicat national de l'Enseignement technique et professionnel, le syndicat national des agents de l'Education nationale, le syndicat du personnel de l'Administration centrale du ministère de l'Education nationale, le syndicat national des personnels technique et administratif du C.N.R.S., etc.

Parti Communiste et P.S.U....

C'est ainsi qu'à l'échelon départemental, les Fédérations du Parti Communiste et du P.S.U. ont souvent mené une campagne commune en compagnie d'autres organisations.

C'est le cas, notamment, dans la Seine-Maritime, l'Isère, le Doubs, l'Orne, le Loiret, l'Aisne, la Moselle, le Loir-et-Cher, le Calvados, la Haute-Vienne, la Haute-Garonne, le Morbihan, les Hautes-Pyrénées, les Landes, le Nord, les Côtes-du-Nord, l'Oise, etc.

Des accords semblables ont été conclus dans des dizaines de localités, comme à Brive, Saint-Quentin et Strasbourg et dans de nombreuses communes de la ré-

La Jeune République

Le Conseil national du Parti Jeune République a déclaré : « Un vote négatif s'impose le 8 janvier... »

Il a également « rejeté tout projet d'une organisation administrative artificielle de l'Algérie ».

L'Union Progressiste

Robert Chambeiron, secrétaire général de l'Union Progressiste, a déclaré à « l'Humanité Di-

manche » : « En fait, notre « non » sera un « oui » à la négociation. »

Le Mouvement de la Jeunesse Communiste

Le Mouvement de la Jeunesse Communiste de France (UJCF, UJFF, UECE, UJAF) a déclaré en s'adressant aux jeunes de France :

« Vous n'avez pas le droit de voter à 18 ans, bien que l'on vous fasse un devoir de mourir à 20. C'est pourquoi vous avez

aussi le devoir de vous exprimer et d'expliquer par des appels aux électeurs, des manifestations, votre volonté de vote et de faire voter : NON à la guerre d'Algérie ! NON à l'appel à 18 ans ! NON à l'envoi des soldats du contingent en Algérie ! NON au référendum-plébiscite ! »

L'Union des Femmes Françaises

Le Conseil national de l'Union des Femmes Françaises a adopté une résolution qui déclare :

« En répondant NON au référendum, les femmes affirmeront leur volonté de paix. »

Communistes radicaux, P.S.U.

Parfois, ce sont les Fédérations du Parti Communiste, du P.S.U. et du Parti radical qui ont, ensemble, invité les électeurs à répondre « non ».

De tels appels ont été publiés dans l'Yonne, le Tarn-et-Garonne et les Pyrénées-Orientales (dans ce département, c'est la section radicale de Perpignan qui s'est associé à l'appel).

Communistes, radicaux et P.S.U. ont également fait campagne en commun à Hennebont, Pontoise, Le Bourget, Saint-Girons, Château-Thierry, etc.

Des sections du S.N.I.

De nombreuses sections du S.N.I. se sont également prononcées en faveur du « non ». Citons notamment celles des départements suivants :

Rhône, Loir-et-Cher, Vendée, Belfort, Côtes-du-Nord, Marne, Corse, Pas-de-Calais, Savoie, Isère, Hautes-Pyrénées, Basses-Alpes, Lot, Calvados, Doubs, Saône-et-Loire, Bouches-du-Rhône, Morbihan, Haute-Loire, Oise, Hé-

Le NON des mères de soldats

EN septembre 1958, beaucoup de mères de soldats avaient dit « oui » au général de Gaulle en qui elles voyaient l'homme susceptible de faire la paix en Algérie, de ramener leurs fils.

Plus de deux ans ont passé, la guerre continue. Au cours de ces deux dernières années, dix mille jeunes soldats français ont été tués, cinquante mille blessés ou estropiés. Combien sont à jamais meurtris dans leur conscience, aigris, désorientés ?

Sous le règne du général de Gaulle, le rythme des morts est passé de 9 par jour à 16 : l'effort nécessaire à la « pacification » est passé de 500.000 hommes à 800.000 hommes. Le chiffre des dépenses a atteint 1.000 milliards par an, milliards que paient quotidiennement les familles laborieuses chaque fois qu'elles achètent le kilo de sucre, le bifteck, la paire de chaussures grevées de taxes, milliards que paie la masse des salariés écrasés d'impôts.

Tout cela pour faire face, selon le général de Gaulle, à quelques mitrailleuses et accrochages imputables à une « poignée de rebelles ».

MAIS les mères de soldats savent qu'il s'agit d'une guerre et de la pire des guerres.

Elle le sait, cette maman de cinq garçons, qui, depuis le début de la guerre, voit successive-

ment ses plus grands y partir et écrit dans *les Cahiers de la Paix* : « Ce n'est plus une fierté d'avoir des fils, c'est une malédiction. »

Elle le sait, cette femme dont le garçon n'avait que 14 ans quand la guerre commença et avoue : « Bien sûr, je souhaitais la paix, mais jamais je n'aurais imaginé que mon enfant était menacé. Et nous sommes maintenant en 1960, il a 20 ans et il part à cette guerre ! »

Elle le sait, cette mère doulou-

par
Yvonne DUMONT

reuse de Chatenay qui, à l'assemblée des mères organisée par l'U.F.F., salle Lancry, bouleversa l'assistance en déclarant : « Quand j'appris la mort de mon François, je pensai que l'Algérien qui l'avait tué avait une mère, lui aussi, et qui souffrait, et qui tremblait pour lui... »

ELLES sont des dizaines et des dizaines de milliers à travers la France à savoir maintenant qu'il n'y a pas d'autre moyen d'accéder à la paix qu'en négociant avec ceux qui dirigent le combat du peuple algérien, le

F.L.N., sur le cessez-le-feu et les garanties concernant l'autodétermination. Le 17 décembre, 319 mères, déléguées par des milliers d'autres, sont venues à l'Elysée réaffirmer cette volonté consignée par près de 30.000 signatures de femmes, recueillies en quelques semaines dans la région parisienne. C'est pourquoi elles jugent du référendum qui leur est soumis le 8 janvier d'après cette question.

Où ou non les dispositions prévues par le texte mènent-elles à la paix ?

Et parce que ce qui est proposé est tout le contraire de l'autodétermination, parce que loin de prévoir la négociation, ces dispositions ne visent qu'à y échapper de nombreuses mères de soldats appellent les femmes à dire non dimanche prochain.

C'est ce que disent publiquement 300 femmes du Pas-de-Calais dans un appel qui a recueilli depuis 2.000 signatures, 400 mères d'Argenteuil, 66 mères de soldats de Nanterre, dont 15 qui ont eu leur fils tué, 53 de Saint-Ouen, 57 de Gennevilliers, 40 de Noisy-le-Sec, 76 d'Arcueil, 29 de Gentilly, 141 de Villejuif, d'autres de Drancy, du 5^e, du 18^e, du 3^e arrondissement de Paris.

Leur voix sera entendue.

En disant « non » dimanche à la prolongation de la guerre, les femmes hâteront le retour de leurs fils et préserveront les plus jeunes de cette guerre atroce.